

PAROLES de jeunes

Alors que le nombre des jeunes dans le monde atteint un pic historique, nous voyons une génération aller à la dérive. Le rêve d'apprendre un métier ou une profession et de trouver un emploi stable est hors de portée pour beaucoup d'entre eux qui entrent dans l'âge adulte. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pourtant pas fait fausse route. Ils ont respecté les règles du jeu en suivant l'itinéraire qui était censé les conduire à l'indépendance économique et à une vie heureuse. Ils sont allés à l'école pour devenir des membres productifs de la société, mais les emplois font défaut, ou les compétences qu'ils ont acquises ne sont pas adaptées aux emplois disponibles. Certains sont disposés à s'exiler dans les grandes villes ou à s'expatrier dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Mais le rêve s'avère insaisissable.

De la place Tahrir du Caire à la Puerta del Sol de Madrid, les jeunes ont partout protesté contre le manque d'opportunité économique. Le système est manifestement lézardé, mais personne ne sait vraiment comment le réparer. Six jeunes nous racontent leur histoire avec leurs propres mots.



Ahmad Hasan, un jeune Cairete.

Un révolutionnaire en Égypte

AHMAD Hasan est un révolutionnaire convaincu. Mais cet Égyptien de 25 ans n'avait jamais imaginé que son pays se soulèverait un jour comme il l'a fait le 25 janvier 2011. Il n'avait jamais pensé qu'il serait l'un des principaux responsables de la sécurité sur la place Tahrir pendant les premiers jours de la révolution, tournure inattendue des événements qui lui a redonné confiance en lui.

«Je n'étais certainement pas la même personne avant la révolution. Après elle, j'ai été capable de critiquer n'importe quel représentant officiel et de demander le changement pour tout ce que je n'aimais pas dans le pays. Je puiserai toujours des forces de cette libération et je continuerai à me rendre sur la place jusqu'à ce que toutes les aspirations du peuple soient réalisées», nous déclare Ahmad.

Ahmad est le deuxième d'une fratrie de trois enfants. Sa sœur aînée s'est mariée, ce qui a soulagé le budget familial, et son jeune frère doit bientôt être diplômé d'une école de commerce du Caire. Il a perdu son père quand il n'avait que six ans, et sa mère a dû alors subvenir seule aux besoins de la famille. Elle loue une petite bou-

tique dans laquelle elle vend des légumes à Shubra al-Kheimah, l'un des quartiers les plus anciens et les plus pauvres du Caire.

Il a commencé à travailler très jeune, un an après la mort de son père. Sa mère l'envoyait chaque jour au marché vendre un panier de citrons. Il lui donnait l'essentiel de ses recettes, n'en gardant pour lui qu'une petite fraction pour payer ses fournitures scolaires et ses vêtements.

«Je n'étais pas destiné à faire le moindre choix dans la vie. J'ai toujours été prisonnier des circonstances et du destin», commente-t-il.

Il a obtenu des résultats suffisamment bons à l'école pour être admis dans un centre de formation des enseignants, mais les frais de scolarité y étant trop élevés pour lui, il a opté pour un programme de formation au journalisme de deux ans offert par un établissement de formation professionnelle.

Avec un taux de chômage des jeunes de plus de 25 %, des millions de jeunes Égyptiens sont loin d'être satisfaits de leur existence. D'après l'enquête menée en 2009 sur la jeunesse égyptienne par le Conseil de la population, 30 % des jeunes de sexe masculin âgés de 15 à 29 ans souhaitaient émigrer, et ce, dans la plupart des cas vers un pays pétrolier du Golfe, parce qu'ils n'escomptaient pas trouver de travail en Égypte. C'est probablement ce qu'Ahmad aurait fait si les événements du 25 janvier ne s'étaient pas produits.

Le problème du chômage des jeunes tient en partie au profond décalage entre leurs compétences et celles que les entreprises recherchent. Les employeurs citent souvent le manque de compétences appropriées chez les demandeurs d'emploi parmi les obstacles à l'embauche. Or, c'est pour les jeunes les plus éduqués que le taux de chômage est le plus élevé, ce qui indique que les systèmes éducatifs ne produisent pas de diplômés dotés de compétences exploitables sur le marché du travail.

«J'étais désespéré. Quelques jours avant la révolution, j'ai perdu mon emploi parce que j'ai eu des mots avec mon chef, qui était favorable à ce que Gamal Mubarak succède à son père à la présidence», nous indique Ahmad, qui travaillait à l'époque comme représentant pour une compagnie de téléphone sans fil.

«Je suis resté 24 jours sans travail. J'envisageais de partir à l'étranger quand j'ai appris que des jeunes avaient l'intention de manifester le 25 janvier, se souvient-il. «Le 24 janvier, je suis allé voir ce qui se passait sur les places et dans les rues tant j'avais hâte de donner libre cours à ma colère. Le lendemain, j'étais sur la place dès 7 heures du matin et j'y suis resté jusqu'à la chute du président.»

Aujourd'hui vidéographe à temps partiel pour une société produisant des documentaires pour la télévision, Ahmad rêve de trouver un emploi stable dans ce domaine et d'être traité avec respect et dignité par la police. «La perte de dignité, la pauvreté, la corruption, les élections truquées et la généralisation du népotisme et du copinage sont les principales causes de la révolution», selon lui.

Pour le moment, toutefois, Ahmad va continuer d'œuvrer pour le changement en vivant au jour le jour. ■

Reportage : Hisham Allam; photographie : Maggie Osama

Poursuite d'un objectif en Bosnie

IRMA Boracic, 24 ans, s'est fixé des objectifs de carrière ambitieux en souhaitant devenir juge auprès de la plus haute instance pénale de Bosnie-Herzégovine. Mais, deux ans après avoir obtenu son diplôme de droit de l'université de Sarajevo, elle cherche toujours un emploi et poursuit sa formation alors que les rejets de candidature s'accumulent.

Certes, beaucoup de pays européens souffrent de taux de chômage élevés, mais le problème est chronique en Bosnie avec 75 % des chômeurs sans emploi depuis plus de deux ans et 50 % depuis plus de cinq ans, d'après l'office national de statistiques.

«J'ai présenté plus de 300 demandes d'emploi au cours des deux dernières années», nous déclare Irma. «Bien que ma candidature ait été retenue plusieurs fois, aucun emploi ne m'a été proposé, je ne sais trop pourquoi.» Le taux de chômage en Bosnie est aussi l'un des plus élevés d'Europe. Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus touchés, près de la moitié d'entre eux étant sans emploi.

Irma est née à Sarajevo, la capitale bosniaque, où elle a fait ses études élémentaires et secondaires et obtenu son diplôme universitaire. Elle est célibataire et vit dans l'appartement familial avec sa mère et sa sœur, qui la soutiennent financièrement pendant qu'elle prépare son dernier examen de droit judiciaire.



Irma Boracic, qui vit à Sarajevo.

«Depuis que j'ai commencé mes études, je rêve d'être juge pénal. Je pense être assez qualifiée pour travailler sur les affaires criminelles les plus graves», nous affirme Irma avec enthousiasme.

Bien qu'elle vise haut, Irma précise que n'importe quel emploi de nature juridique dans le secteur privé ou public lui permettrait de lancer sa carrière. Elle a fait un stage non payé de deux ans dans un tribunal de Sarajevo. Elle n'a pas réussi, depuis, à obtenir un emploi malgré d'actives recherches.

Irma estime que le système éducatif ne parvient pas à faire concorder les compétences acquises par les étudiants et celles recherchées par le marché du travail. Il y a trop de juristes et d'économistes. Selon une étude du FMI, le déficit de qualifications est l'une des principales contraintes qui pèsent sur le développement du marché du travail du pays. Les deux tiers environ des élèves du secondaire suivent un enseignement technique ou professionnel qui repose sur des programmes étroitement spécialisés et parfois dépassés. Les élèves quittent le système éducatif sans avoir acquis les précieuses compétences en matière de communication, résolution de problèmes et travail d'équipe qui sont fort recherchées sur le marché du travail.

La Bosnie-Herzégovine a connu une transition mouvementée dans les années 90. La guerre de 1992-95 a provoqué d'immenses souffrances humaines, la destruction des infrastructures et un recul de près de 80 % du PIB. L'accord de paix de Dayton de 1995, qui a mis fin à la guerre, a établi un système politique complexe qui est souvent bloqué par des mesures motivées par des raisons ethniques. «C'est une situation très difficile», déplore Irma. «Pour des jeunes comme moi, qui sont ambitieux et qui se sont beaucoup investis, les chances de succès sur le marché du travail sont minces. Il est très dur de trouver du travail dans un pays dont l'économie et les institutions manquent de vigueur.»

Irma mentionne aussi la corruption endémique qui affecte aussi l'emploi. «Actuellement, la plupart des gens obtiennent un emploi grâce à leur famille et leurs relations politiques plutôt qu'à leur mérite. Les jeunes doivent souvent payer des pots-de-vin pour être embauchés.»

Irma compte réussir son examen de droit judiciaire en mars et espère que ses efforts finiront par porter leurs fruits. ■

Reportage : Daria Sito-Sucic; photographie : Dado Ruvic

Ambitions différées au Pérou

DANS un bidonville à la périphérie de Lima, des hommes et des femmes attendent tandis qu'un camion-citerne bleu vif remplit d'eau des tonneaux en plastique qu'ils devront hisser le long d'escaliers interminables sous un soleil de plomb.

Si la phase d'expansion qui a vu l'économie du Pérou croître de 5,5 % par an en moyenne entre les années 2000 et 2010 a notablement réduit la pauvreté dans le pays, elle ne semble pas avoir atteint les hauteurs de *Flor de Amancaes*, un ensemble de bicoques en bois, peintes de couleurs vives et accrochées de manière précaire à la pente rocheuse.

«Je suppose que la situation s'est améliorée pour certains, mais je ne le constate pas ici», déclare Adilmer García, 19 ans, en désignant le haut de la colline et ces habitations d'une ou deux pièces.

En dépit de certaines améliorations récentes, les disparités de revenu restent obstinément importantes au Pérou.

García avait tout juste 15 ans quand il a troqué la vie qu'il menait dans la petite exploitation familiale dans les montagnes de Piura, au nord du pays, contre ce qu'il voyait comme un avenir plus prometteur dans la capitale tentaculaire qu'est Lima. Quatre ans



Adilmer García à Lima.

plus tard, il loge dans une minuscule maison préfabriquée tout à fait à la lisière de la ville, hors de portée du réseau électrique et du réseau de distribution d'eau.

«Je suis venu pour travailler et étudier», dit-il. «Je pensais avoir ainsi plus de chances de trouver un emploi, mais surtout de m'instruire.» La ville n'a toutefois pas satisfait ses attentes. Quand il est arrivé, il a vécu chez son frère et obtenu son premier emploi au bout de deux mois. Mais, en travaillant à plein temps six jours par semaine, il lui était impossible de suivre des cours et il n'a toujours pas repris le chemin de l'école.

Plus récemment, il a travaillé chez un tailleur de verre dans un quartier bourgeois situé à une heure de chez lui pour un salaire de 75 dollars par semaine de soixante heures, sans assurance ni aucune autre prestation. Mais cet emploi a pris fin dans les derniers mois de 2011, et il cherche à nouveau du travail.

Cette fois, il souhaite trouver un emploi qui lui permette de suivre des cours le matin ou l'après-midi, mais il doute de ses chances d'y parvenir. «Il y a du travail, mais il est plus difficile de trouver un emploi qui vous permette aussi d'étudier», déclare-t-il.

Il ne sait pas encore vraiment quelle carrière il pourrait embrasser à l'avenir. «Je veux d'abord terminer mes études secondaires, dit-il, puis je verrai.» Bien qu'il ait dû différer ses ambitions, García ne regrette pas de s'être déplacé vers la ville.

«Ici, si on travaille, on gagne de l'argent. À la ferme, on travaille, mais on n'est pas payé.» García n'est pas le seul à le penser. Ces vingt dernières années, 130.000 personnes sont arrivées chaque année à Lima, qui compte maintenant 7,6 millions d'habitants.

Construite dans une plaine côtière, la ville s'est développée en s'étalant à l'est sur les contreforts rocheux des Andes, chaque nouvelle vague d'arrivants occupant des terres jadis considérées comme inexploitable, toujours plus loin sur les pentes abruptes et arides. Leur vie s'améliore peu à peu, mais à un rythme beaucoup moins rapide que la progression de la courbe du PIB national.

«Il y a quatre ans, il n'y avait pas d'escalier» pour gravir cette pente difficile, précise García en parlant de *Flor de Amancaes*. «Il n'y avait pas de route. Seulement un étroit sentier impraticable pour les voitures. Les maisons étaient plus petites — elles ont été remodelées. J'ai vu des améliorations depuis que je suis ici. J'espère qu'il y en aura d'autres.» Mais le rêve de García reste hors de sa portée.

«Si un jour nous avons l'eau et l'électricité, ce sera un bon endroit pour vivre. J'aimerais avoir ma maison, mais ce n'est pas pour tout de suite. Pour l'instant, je veux travailler et étudier.» ■

Reportage : Barbara Fraser; photographie : Oscar Medrano Pérez

Appel à l'action aux États-Unis

QUAND l'effondrement de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers a déclenché la crise économique mondiale en septembre 2008, Alexa Clay n'a pas éprouvé le désespoir que beaucoup ont ressenti. Pour elle, qui venait de remettre son mémoire de maîtrise en histoire économique à l'université d'Oxford, ce fut un appel à l'action.

«Je ne me considère pas comme une protestataire», nous dit Alexa, qui fait pourtant partie du mouvement des «Indignés de Wall Street» qui permet aux jeunes et à d'autres de faire entendre leurs voix contre les inégalités sociales et économiques présentes dans l'économie mondiale. «Il ne s'agit pas d'être réactionnaire,



Alexa Clay à Washington.

mais de repenser en fait le capitalisme d'aujourd'hui... Ma mission est de donner aux gens le sentiment qu'ils peuvent changer l'économie au lieu d'être paralysés par elle.»

Alexa estime que ce qui caractérise les jeunes d'aujourd'hui, c'est l'esprit d'entreprise et le sentiment identitaire qu'ils tirent de leur profession.

«Je pense que beaucoup de jeunes de ma génération se définissent par les changements qu'ils essaient d'introduire.»

Alexa ne se considère pas comme une victime de la crise économique mondiale. Âgée de 27 ans maintenant, elle a travaillé pendant toutes ses études universitaires supérieures, vit à Washington et a joui d'un emploi stable depuis la faillite de Lehman, période pendant laquelle le taux de chômage américain est passé de 6,5 % à 10 % en octobre 2009, avant de fléchir lentement et de tomber à environ 8,5 % début 2012.

Alexa, qui se décrit comme une «nomade», travaille maintenant pour un groupe sans but lucratif basé à Washington qui a pour mission de favoriser l'évolution sociale par la voie de l'entrepreneuriat. Elle est allée récemment au Kenya et au Rwanda pour faire des recherches sur le chômage des jeunes et la création d'emploi, et elle doit se rendre bientôt en Inde pour réunir des informations sur l'économie informelle.

Si Alexa a constamment travaillé pendant la crise, elle sait que les jeunes ont du mal à trouver du travail. «Il va falloir être bien plus créatifs et agressifs pour nous créer des débouchés et des emplois; ils ne nous seront pas apportés sur un plateau.»

À son avis, le mouvement des Indignés et les manifestations qu'il a déclenchées dans le monde entier ont créé un espace permettant aux gens d'exprimer leurs immenses frustrations à l'égard du système économique actuel. Mais elle déplore que ce mouvement ne soit pas «suffisamment axé sur une théorie du changement à laquelle elle puisse souscrire».

Alexa estime que la doctrine économique se trouve déconnectée des enjeux réels qui importent : comment répartir équitablement

les ressources dans la société et quelles sont les conditions de la prospérité économique?

«La théorie économique a tendance à ne se référer qu'à elle-même et à être inaccessible à la plupart des gens», regrette Alexa. Il faudrait s'exprimer de façon plus démocratique du fait que «notre système économique est devenu tellement plus complexe et que, pour la plupart des gens, il est vraiment difficile de se lancer dans des discussions économiques».

Alexa estime que les doctrines suivant lesquelles les marchés s'autorégulent et les individus agissent dans leur propre intérêt n'ont pas résisté à la crise et que les économistes commencent à repenser leur profession et leur rôle dans la société.

Les manifestations du mouvement des «Indignés de Wall Street» ont certes permis d'exprimer une très grande frustration à l'égard des façons actuelles de procéder, mais ce que souhaite Alexa, c'est davantage de discussions, y compris avec ceux qui sont au pouvoir, sur les possibilités d'adopter une autre approche.

«Le principal défi que le mouvement des Indignés doit relever, c'est de faire des citoyens de véritables agents de changement dans l'élaboration de l'avenir de l'économie, et non pas simplement des résistants passifs à la crise.» ■

Reportage : Jacqueline Deslauriers; photographie : Stephen Jaffe

Seul et perdu au Japon

TAKUMI Sato survit avec un pot de nouilles instantanées par jour, et il serait sans-abri en l'absence des indemnités d'invalidité que lui verse le gouvernement japonais.



Takumi Sato à Tokyo.

«J'ai étudié la conception et la production de jeux vidéo et j'ai obtenu un emploi de sous-directeur dans une entreprise concevant des programmes d'animation pour la télévision et les jeux vidéo», précise Takumi, âgé de 23 ans, qui vit seul dans un appartement d'une pièce à Kawagoe, juste au nord de Tokyo.

«Mais ce n'était pas vraiment un emploi à plein temps et je n'avais pas de contrat malgré mes huit heures de travail par jour», nous dit-il.

C'est la situation dans laquelle se trouvent de plus en plus de travailleurs japonais, du fait que les entreprises, qui ressentent les effets du ralentissement économique des dernières années, abandonnent le système national tant vanté de l'emploi à vie et l'assimilation soigneusement entretenue de l'entreprise à la famille. Au lieu de cela, les travailleurs sont embauchés sur la base de contrats de courte durée renouvelables, ce qui permet aux employeurs de les congédier sans beaucoup de préavis et sans le moindre soutien.

Dans le contexte de l'affaiblissement de l'économie japonaise, le système de protection sociale se détériore aussi, 23 % seulement des chômeurs ayant droit à des indemnités, ce qui, joint à l'absence de services de soutien, n'est pas sans affecter la santé de la population. Des suicides sont même à déplorer.

Takumi a gardé deux mois son emploi suivant qui consistait à préparer des boîtes repas pour des supermarchés et des bazares pour un salaire de 130.000 yen (1.671 dollars) par mois et 40 heures de travail par semaine.

Takumi a démissionné quand son médecin lui a dit qu'il devait arrêter de travailler pour ne pas compromettre sa santé mentale.

Il y a trois ans de cela. Il survit depuis avec les 110.000 yen (1.413 dollars) qu'il perçoit de l'État chaque mois et dont il doit déduire 35.000 yen (450 dollars) pour son loyer.

Takumi est furieux que des gens comme lui soient pratiquement ignorés alors que les pouvoirs publics font tout ce qu'ils peuvent pour aider les entreprises à surmonter la crise économique mondiale.

«Ils n'en font pas assez pour nous et, quand les entreprises maltraitent leur personnel, ils se moquent totalement. Ils se contentent de regarder ailleurs», selon lui.

Ils reconnaissent aussi qu'il est moins coûteux d'embaucher du personnel étranger — l'entreprise de boîtes repas pour laquelle Takumi a travaillé a recruté davantage de Brésiliens et d'Indiens — qui travaillent pour moins et ne se plaignent pas des conditions de travail, «car ils savent qu'ils pourraient très facilement avoir des problèmes avec l'immigration», nous dit Takumi.

Le Japon compterait 11 millions de personnes gagnant moins de 2 millions de yen par an (25.706 dollars) qui, pour la plupart, ne peuvent se permettre de louer un logement, d'après l'organisation sans but lucratif Moyai, qui travaille avec les sans-abri. Les travaux de recherche montrent que la majorité des sans-abri ont entre 20 et 30 ans.

Dans les cas les plus extrêmes, la situation de l'emploi a conduit des adolescents et des jeunes adultes à se retirer de la société et, souvent, à se réfugier dans un isolement total et dans la clausstration. Beaucoup refusent de sortir de chez eux pendant des mois, voire des années. Cette condition a même un nom : *hikikomori*, littéralement «retrait sur soi» ou «isolement».

«Les pouvoirs publics disent aux gens comme moi que je peux faire tout ce que je veux si je me pousse un peu plus, si je continue de travailler, mais ce n'est pas vrai», déclare Takumi. «J'ai l'impression de me retirer de la société et je ne pense pas pouvoir la réintégrer un jour.» ■

Reportage : Julian Ryall; photographie : Alfie Goodrich

Compétences inadaptées au Nigéria

COMME des dizaines de milliers de diplômés universitaires de son âge, Chioma Nwasonye n'a pas trouvé d'emploi après ses études. Elle a fait une année de service national obligatoire et cherche un emploi depuis deux ans.

Appartenant à une fratrie de cinq enfants, Chioma, qui a 23 ans, a obtenu en 2010 un diplôme de géographie et de planification régionale de l'université Delta State. Ce «n'est pas ce que j'avais choisi au départ», dit-elle. «J'aurais aimé étudier la comptabilité ou la gestion.»

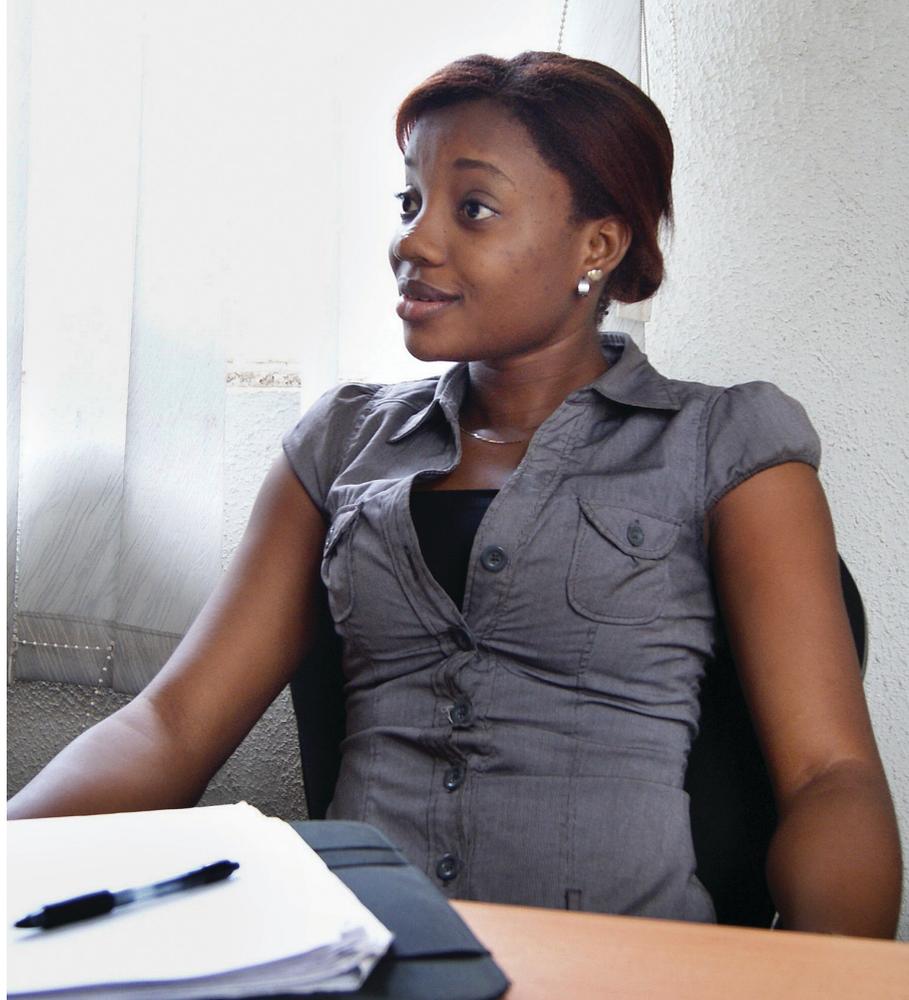
Parce que ses notes n'étaient pas assez bonnes pour suivre le programme de comptabilité, elle a opté pour un programme pré-universitaire qui lui garantissait une place à l'université au bout d'un an. Mais ce programme «n'offrant pas de cours de comptabilité cette année-là, j'ai choisi la géographie», dit-elle. Cela la chagrine encore que la comptabilité ait figuré au programme l'année suivante.

Au Nigéria, un million environ de candidats passent l'examen centralisé de fin d'études secondaires pour obtenir l'une des 100.000 places et quelques offertes, chaque année, par les 95 universités publiques et privées du pays. Aussi, la plupart des jeunes acceptent-ils, comme Chioma, toute offre de cours qui leur est faite, uniquement pour pouvoir obtenir un diplôme universitaire.

Le Nigéria produit des milliers de diplômés chaque année, mais beaucoup ne parviennent pas à trouver de travail parce que leurs compétences ne correspondent pas aux besoins du marché, les niveaux baissent faute de financements suffisants et il n'y a pas assez de chargés de cours qualifiés. Des employeurs se plaignent que beaucoup de diplômés ne maîtrisent pas les savoirs techniques fondamentaux de leur discipline.

Le taux de chômage progresse et avoisine actuellement 24 % dans ce pays qui est le plus peuplé d'Afrique. Un niveau élevé d'éducation n'augmente pas les chances de trouver un emploi. En effet, trois diplômés sur dix ne peuvent trouver de travail.

Chioma avait un avantage au départ. Sa mère est institutrice — un exploit non négligeable étant donné qu'elle a été élevée



Chioma Nwasonye, une jeune Nigériane.

dans la région de Sapele dans le Nord du pays, où 43 % des filles en âge d'aller à l'école primaire n'ont pas accès à l'éducation de base, d'après la Northern Education Initiative, projet financé par l'Agence américaine pour le développement international.

La situation est plus favorable dans le Sud du pays, où Chioma a grandi, mais même là, le taux d'alphabétisation pour les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans n'est que de 65 %, contre 78 % pour les jeunes garçons du même groupe d'âge, d'après les statistiques du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Chioma aime les chiffres, mais «ses parents, surtout sa mère, voulaient vraiment qu'elle étudie la médecine. Certains cursus sont plus respectés que d'autres au Nigéria», nous explique-t-elle. «Tout le monde veut être médecin ou comptable.» Pourquoi? «Je pense que cela tient à des raisons économiques; beaucoup pensent qu'en suivant ces filières, il sera plus facile de trouver un emploi.»

Aussi a-t-elle décidé de faire plaisir à son père, qui travaille pour la société nationale d'électricité, en préparant une maîtrise.

«Mon père nous a toujours dit que nous devons tous aller à l'université, et non dans un institut polytechnique ou de formation des enseignants», dit-elle. «En fait, il ne nous considérera comme diplômés que lorsque nous serons titulaires d'une maîtrise.»

Dans un pays qui compte 40 millions de jeunes chômeurs, dont beaucoup sont inemployables en raison de lacunes considérables qui remontent à l'école primaire, la plupart ne pourront se permettre le luxe de poursuivre leurs études pour éviter le chômage. ■

Reportage : Wale Fatade et Tolu Ogunlesi; photographie: Yinka Olugbade